

L'Europe des années 90

Notre revue a abordé plusieurs fois les questions européennes au cours des années récentes. Dans son n° 25 (1^{er} trimestre 1986), publié quelques jours seulement après l'accord de principe sur le projet d'Acte unique, elle présentait un article de Jérôme Vignon, alors conseiller du président Delors, qui analysait le programme qui venait d'être décidé. Le n° 33 (1^{er} trimestre 1988) était entièrement consacré à l'Europe. Il contenait notamment un article de Michel Catinat qui exposait comment les services de la Commission approchaient, en termes d'analyse économique, le programme du Marché unique, dans le cadre de la préparation du rapport Cecchini¹.

Notre nouveau numéro spécial Europe traite des interdépendances économiques et commerciales. C'est dire que, s'il laisse de côté les questions spécifiquement monétaires, il adopte par ailleurs une approche large. Il parle bien sûr du Marché unique, mais aussi des interdépendances macro-économiques, du comportement des firmes, des relations commerciales de la Communauté avec le reste de l'Europe et l'ensemble du monde.

Dans le premier article, L. Alan Winters analyse les conséquences économiques de l'achèvement du Grand marché. Il explicite les canaux par lesquels transiteront ces conséquences, commente les estimations du rapport Cecchini, et décrit les politiques d'accompagnement qu'il juge indispensables. Il accorde une particulière importance, d'une part, à une stricte

1. Cecchini P. : 1992 *Le défi*, préface de Jacques Delors, Flammarion, 1988, et « 1992 : la nouvelle économie européenne », *Economie européenne*, N° 35, mars 1988.

politique de la concurrence, que la Commission doit être capable d'imposer avec vigueur aux gouvernements des pays membres, et d'autre part, à l'ouverture de l'Europe aux importations et aux investissements étrangers.

Les interdépendances macro-économiques sont étudiées, dans l'article suivant, à l'aide du modèle Mimosa, commun à l'OFCE et au CEPII. Les simulations effectuées font clairement apparaître l'influence considérable de la politique économique allemande sur la conjoncture européenne. Elles montrent aussi que la relance concertée a des effets différents suivant les pays, et confirment qu'en même temps qu'elle réduit les coûts en déficit extérieur, elle les accroît sensiblement en ce qui concerne l'inflation.

Joaquim Oliveira Martins analyse le partage des marchés allemand et français. A cet effet, il utilise un modèle de détermination des parts de marché en concurrence imparfaite. Malgré ses limites, le modèle permet d'effectuer une certaine séparation des effets de la compétitivité-prix et de ceux de la différenciation des produits. C'est ainsi que, sur le marché français, les exportations britanniques et italiennes apparaissent très sensibles aux prix relatifs, à l'inverse des exportations allemandes. Quant aux exportations américaines et japonaises, leur logique se serait modifiée, dans le sens d'une substituabilité accrue par rapport aux produits des concurrents dans le cas américain, et dans le sens opposé dans le cas japonais.

Dominique de Laubier examine ensuite les investissements à l'étranger des entreprises européennes. Depuis une quinzaine d'années, un rééquilibrage s'est opéré entre les États-Unis et l'Europe, de telle sorte que le stock d'investissements de la CEE aux États-Unis dépasse maintenant le stock d'investissements américains dans la CEE. Or, récemment, un nouveau retournement a eu lieu : les entreprises européennes investissent de nouveau fortement en Europe, et ce mouvement s'accompagne d'une accélération des opérations d'OPA.

Egon Kemenes décrit l'état des relations entre la Hongrie et la Communauté européenne, à la suite de l'important accord de 1988 sur le commerce et la coopération économique. Il insiste sur les difficultés de l'introduction de l'esprit d'innovation et de compétition en économie socialiste, et sur l'importance cruciale du développement des relations entre entreprises des deux parties de l'Europe.

La rubrique CHELEM, réalisée par Colette Herzog, cherche à apprécier l'intensité des interdépendances commerciales sur le continent européen. Prise dans son sens large, l'Europe compte pour plus de la moitié du commerce mondial, en raison de l'importance considérable du commerce interne à la zone. L'Allemagne joue un rôle central dans ces interdépendan-

ces, tant en raison de l'intensité de ses liens avec les diverses parties du continent qu'à cause des excédents qu'elle dégage.

Enfin, la rubrique *Lu rend compte de la montée*, dans le débat économique international, du slogan « Europe forteresse », telle qu'on peut l'apprécier à la lecture de trois hebdomadaires : *The Economist*, *Business Week* et la *Far Eastern Economic Review*.

Aujourd'hui, la perspective européenne exerce une attraction forte. La plupart des citoyens y adhèrent, les entreprises l'incorporent dans leurs anticipations stratégiques, les nouvelles candidatures affluent, l'Europe de l'Est cherche les moyens de s'y insérer. L'effet conjugué du contre-choc pétrolier, de l'assainissement économique et du programme du Marché unique commence à réduire la « fracture » dont le CEPII avait montré les signes il y a quelques années.²

La densité des interdépendances économiques et commerciales à l'œuvre sur le continent constitue une chance pour l'Europe. Elle rend aussi son avenir très dépendant du bon achèvement du programme du Marché unique, de l'efficacité de la coordination des politiques macro-économiques, et de la restructuration maîtrisée des économies est-européennes. Il est encore trop tôt, compte tenu des incertitudes et de la faiblesse persistante de la fécondité, pour anticiper un sursaut européen comparable à celui des années cinquante et soixante. Néanmoins de nombreuses conditions paraissent réunies pour permettre la réussite de l'Europe des années quatre-vingt-dix.

Jean-Michel CHARPIN
Directeur du CEPII

2. CEPII : *Economie mondiale 1980-1990 : la fracture ?*, préface de Michel Albert, Economica, 1984.

